



Sommaire N° 39 (2017)

du 4 au 10 décembre 2017

Editorial

Chine qui monte, Chine qui descend...

Société

Géant déménagement

Diplomatie

Un cheval de Troie dans l'UE : le groupe
« 16+1 »

Corées

Le drapeau rouge brûle

Education

Tempête sur les maternelles

Petit Peuple

Hangzhou-Les vies successives de Xu
Zhongbao (2ème Partie)

Rendez-vous

Semaine du 4 au 10 décembre 2017

Vent de la Chine

« Le sacre de Xi Jinping - et après ? », notre
nouvelle étude politique

Editorial : Chine qui monte, Chine qui descend...

Joyeuse ou grinçante, l'actualité chinoise défile, sous des tonalités variant sans cesse. Le Nouvel An lunaire n'est plus loin (16 février 2018) et sera placé sous le signe du Chien. De tout temps, le régime a accordé la plus grande importance aux préparatifs de cette période de fête. 30 ans plus tôt, Pékin améliorerait l'ordinaire des marchés : la ménagère y dénicherait des trésors normalement introuvables, raviolis à la crevette, pâtes d'azerole et surtout, diverses viandes fraîches. Aujourd'hui, la dernière annonce du ministère des Finances vient rappeler cet effort de l'Etat pour se faire aimer. En effet, au 1er décembre 2017, **187 produits importés**, tels anoraks, skis, laits maternisés ou couches jetables, ont vu leurs droits de douane allégés de 17% à 7% en moyenne.

Divers buts sont visés. L'Etat veut encourager l'achat de produits étrangers, pour satisfaire un consommateur échaudé par des produits locaux jugés peu sûrs. Il veut aussi rassurer les pays partenaires, en poursuivant l'ouverture de son marché intérieur. Il espère ainsi désamorcer une *guerre commerciale* qui gronde, avec Washington. La Chine de Xi Jinping veut se montrer plus libérale que les USA de D. Trump, protectionnistes.

Pékin veut enfin avancer la réforme de la **taxation**. Pour l'heure, les importations sont grevées de 3 taxes : douanière, à la consommation et TVA. Or, ces dernières coupes tarifaires sont en continuité avec le cadre préférentiel offert depuis 2016 au *e-commerce* transfrontalier. L'Etat veut aligner et unifier la taxation de toutes les filières d'importation - achats individuels à l'étranger, importations par les distributeurs traditionnels et via l'*e-commerce* transfrontalier. De loin le plus populaire, ce commerce en ligne attirait 42 millions de clients en 2016, qui dépensaient 181 milliards de \$. En 2017, ces chiffres devraient bondir de 54% !

L'autre nouvelle du 28 novembre est l'apparent **suicide** d'un général : affaire insolite s'agissant d'un des dix généraux les plus gradés du pays, et de plus réputé

loyal à Xi Jinping. Depuis l'arrivée aux affaires du chef de l'Etat, **Zhang Yang** avait obtenu de superbes promotions : à la Commission Militaire Centrale (CMC), au Comité Central et au Département de politique générale de l'APL, qu'il dirigeait.

Mais fin août mystérieusement, tout basculait. Avec **Fang Fenghui**, son acolyte à la CMC, il disparaissait de la liste des délégués du 19ème Congrès, pour réapparaître sur celle des corrompus « *aux arrêts pour sérieuses fautes disciplinaires* ».

Ce qui était reproché à Zhang : un accaparement de biens mal acquis, impossibles à cacher. Le Quotidien de l'APL explique sa disgrâce par la découverte chez lui de « *grandes richesses* » d'origine injustifiable. Mais peut-être plus encore, lui furent reprochés ses liens avec les deux généraux **Guo Boxiong** et **Xu Caihou**, corrompus et ayant été très proches de **Zhou Yongkang**, l'ex-patron de toutes les polices et l'ennemi déchu de Xi Jinping. A tout le moins, la disgrâce de Zhang Yang intervient en une période de multiples appels du sommet, à la loyauté des militaires.

Pourquoi ce suicide à 66 ans, quand le sort qu'on lui réservait était typiquement une prison dorée ? Un observateur anonyme, sur internet, suppose qu'il aurait cherché à protéger sa famille, ou officiers proches, en prenant implicitement sur lui une faute qui serait collective... Quant au Quotidien de l'APL, il explique son geste fatal par « *le désir d'échapper honteusement au châtement* ». Entre 2009 à 2016, 243 cadres du Parti ont attenté à leur vie. Et depuis 2012, à en croire le journal de l'armée, 13.000 militaires ont été « disciplinés » - une carrière toujours risquée, ces dernières années. Comme le dit M. Tsang de l'Université de Nottingham, « *une fois sous enquête pour corruption, le cadre chinois a 99% de chances d'être puni. Par contre, en se suicidant, il peut se soustraire à la justice et récuser la légitimité du Parti à le juger* ».

Société : Géant déménagement



Le 18 novembre au village de Xinjian, dans le district de Daxing au sud de Pékin, un violent incendie dans des quartiers vétustes d'habitations et de commerces, causa la mort de 19 personnes dont 17 migrants.

Dès le lendemain, Cai Qi le Secrétaire du Parti et Chen Jining le maire, se rendaient sur les lieux, puis ordonnaient le 20 novembre une campagne de 40 jours pour contrôler la sécurité des résidences satellites de banlieue, où logent des provinciaux montés à la ville. Placardée dans l'arrondissement de Xihongmen (175.000 habitants), une affiche sans signature avertissait de la destruction sous 72 heures de toutes « structures illégales » - fermes, magasins, dortoirs, ateliers...

Rapidement des escouades de vigiles apparaissaient, armées de barres de fer, soutenues d'engins de chantier. Un exode massif débutait, forçant des dizaines de milliers de migrants à plier bagages dans l'heure, pour repartir vers d'autres logis ou vers leurs provinces natales.



Le mouvement se répandit autour de Pékin à Fengtai, Changping, Haidian, Shunyi, Chaoyang (Caochangdi), et des villages coincés derrière le cinquième périphérique, [tel Picun](#). Les lotissements

furent abattus, l'eau et le gaz coupés le soir venu pour rendre le départ irréversible.

Conséquence : l'action expéditive a privé de nombreuses entreprises de leur personnel, serveurs de restaurants, agents de nettoyage, ouvriers, livreurs, mais aussi l'aéroport de certains de ses bagagistes, hôtesses de l'air ou agents de sécurité... Le Financial Times recense une liste non exhaustive de sites expulsés : au 29 novembre, il en détectait 135 autour du 4ème périphérique.

Les expulsions et l'autre scandale du moment (sur les écoles maternelles) ont été lourdement censurées sur les réseaux sociaux, battant des records d'articles et commentaires effacés, et rappelaient le célèbre slogan d'avant 1949 : « 莫谈国事 » (mò tán guóshì, « défense de parler des affaires du pays »). Cent intellectuels signaient néanmoins une lettre ouverte dénonçant la « sérieuse violation des droits de l'Homme ». Ils déploraient aussi le terme employé de « population de bas niveau » (低端人口, dīduān rénkǒu), rappelant le principe d'égalité sociale et l'indiscutable contribution des migrants à la prospérité de la capitale.

Finalement, face au malaise grandissant, qui se répercutait jusque dans les média officiels, Cai Qi reprenait la parole le 27 novembre pour appeler les cadres à adoucir le mode d'exécution de la campagne, notamment au niveau des délais d'expulsion.

Combien de migrants ont été ainsi délogés ? La presse parle de dizaines, parfois de centaines de milliers d'expulsés. Cette campagne est forcément à rapprocher des plans, déjà officiels, du gouvernement central pour contenir la croissance des métropoles, qui explosent dans leurs murs. Pékin compte 23 millions d'habitants, dont 7 millions sans permis de résidence. Depuis 2016, la mairie a publié ses dispositions pour plafonner sa population, voire la ramener sous la barre des 20 millions.

Dans cette perspective, l'incendie de Xinjian apparaît davantage comme

l'élément déclencheur : la campagne des 40 jours était déjà prête. Sous l'angle opérationnel, procéder aux expulsions par grand froid permet de limiter la résistance des populations expulsées.

La mairie par ailleurs peut tirer de cette campagne deux avantages économiques non négligeables :

(1) Elle peut récupérer des terres à bâtir, une opération vitale pour une entité qui tire la moitié de ses recettes de fonctionnement des ventes foncières.

(2) Plus sa population précaire diminue, plus elle réduit ses obligations futures de fournir des services réservés à ses résidents légaux—écoles, hôpitaux, retraites... Le coût pour l'Etat de la conversion d'un migrant en résident légal en 2012, était estimé à 12.000 \$. Une telle économie sur l'avenir, chiffrable en milliards de \$, pourrait être en fait la motivation principale de cette campagne.

Mais avec ces évictions et leur lot de misère et de manque de compassion, la mairie risque de se mettre l'opinion à dos. On peut d'ailleurs s'interroger sur la cause réelle, profonde, de cette violence physique et verbale chez les autorités – excès de zèle de la police et des cadres locaux dans le but de bien se faire voir, ou lutte interne ?

Toujours est-il que la classe moyenne pékinoise, sincèrement compatissante envers ces migrants dont elle a souvent connu le sort autrefois, réagit par le seul moyen à sa portée, lui permettant de se démarquer sans tomber dans la dissidence, à savoir la gouaille.

Un quatrain d'origine anonyme circule à travers la ville, évocation directe aux faits divers du moment :

前天围观低端搬家 – avant-hier, le bas niveau déménageait ;

昨天围观中端针扎 – hier, le moyen niveau maniait la pelote à épingles ;

今天围观高端自杀 – aujourd'hui, le haut niveau se suicide ;

每天围观顶端自夸 – chaque jour, le top niveau se gargarise de ses succès !

Diplomatie : Un cheval de Troie dans l'UE : le groupe « 16+1 »



Insolite, un groupe d'Etats fait toujours plus parler de lui : le « 16+1 » réunissant les pays d'Europe centrale-orientale et la Chine. 11 de ces 16, font partie de l'Union Européenne.

Fondé en 2012 par le Premier ministre **Wen Jiabao** à Varsovie, ce groupe vise à accélérer l'expansion chinoise en Europe orientale, y compris à l'Ouest – en établissant dans ces pays des « bases arrières » destinées à « européeniser » (ou ré étiqueter) les exportations chinoises.

Le groupe se réunit chaque mois à Pékin, entre ambassades des 16 et *ministère chinois des affaires étrangères*. Une fois par an a lieu un sommet. Le 6ème se tenait le 28 novembre à Budapest (Hongrie), occasion pour chaque pays de présenter ses offres et demandes de fonds à la Chine. En pratique, le « 16+1 » fonctionne de façon pyramidale : il n'y a guère de négociations des 16 avec la Chine, mais celle-ci enregistre les demandes de chacun, et notifie aux ambassades ses messages aux capitales.

La Chine, dans cette entreprise de séduction, compte sur quatre atouts :

- son offre de projets de ports, d'autoroutes ou de lignes ferroviaires. Depuis 2012, elle aurait promis 15 milliards de \$ de prêts, dont l'essentiel à ses 6 principaux partenaires commerciaux (Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie, Roumanie et Bulgarie), qui représentent 80% des échanges avec la Chine et 95% de ses investissements ;

- la tradition toujours vive d'autoritarisme dans ces anciennes démocraties populaires (la réticence à la démocratie, notamment en Hongrie de Victor Orban, ou en Tchéquie) ;

- un ressentiment transparent en Europe

de l'Est, envers l'Ouest européen plus riche et développé ;

- des affaires qui révèlent à la Chine la fragilité de la Commission vis-à-vis du lobbysme – et peuvent l'inciter à faire de même – tel le recrutement en 2016 chez Goldman Sachs de **M. Barroso**, l'ex-président portugais de la Commission, ou les 5 ans de sursis octroyés par Bruxelles le 27 novembre au glyphosate de **Monsanto**, en dépit des alertes des scientifiques.

En fait, comparé aux versements des 28 Etats membres (à la seule Pologne, de 2014 à 2020, Bruxelles verse 80 milliards d'euros) l'effort consenti par Pékin envers ces pays pauvres de l'Europe, est faible. Toutefois, l'effet est énorme – qu'on en juge :

- par ces crédits, la Chine peut unir ces pays **contre des politiques contraires à ses intérêts**. Ainsi, la tentative de **JC. Juncker**, actuel président de la Commission, d'un « *nouveau cadre de veille aux achats d'actifs sécuritaires* » est freinée par le groupe des 16+1 complété par d'autres pays européens telle la Grèce – la Chine contrôlant le port du Pirée. Autre exemple, en 2016, suite au verdict de la Cour d'arbitrage de La Haye qui critiquait la Chine pour avoir créé et armé des îlots en mer de Chine du Sud, l'Union européenne a dû adopter une position très édulcorée qui n'évoquait plus le nom de la Chine, suite à la pression des 11 pays de l'Union également membre des 16+1.

- il permet à la Chine de **contourner les règles du marché unique**. [En 2017, la Hongrie allouait sans appel d'offres à un consortium chinois sa section d'une ligne ferrée Belgrade-Budapest à 2,9 milliards de \\$](#). Elle s'était vue promettre 1,5 milliard de \$ de crédits chinois. Le chantier a été bloqué par Bruxelles qui a lancé une procédure d'infraction.

- la Chine peut espérer **faire pression sur Bruxelles** via ces 16 capitales pour soutenir ses « routes de la soie » (Belt & Road Initiative—**BRI**) dans 64 pays entre l'Europe et l'Asie.

Ces risques sont perçus par **Sigmar**

Gabriel, vice-chancelier allemand et Ministre des affaires étrangères (MAE), qui déclarait en septembre : « *si nous ne parvenons à déployer une stratégie commune face à la Chine, elle aura réussi à nous diviser* ». Cui Hongjian, du MAE chinois, rétorquait du tac au tac : « *une Europe unie n'est concevable qu'au plan géographique, pas à celui de la politique ou de l'économie* ». Tout le débat est là, sur l'image que l'Europe parvient à donner d'elle-même dans le monde !

Pour l'avenir, l'Union a des soucis à se faire : avec 11 pays sous son influence, Pékin dispose déjà d'un veto sur tout vote unanime du conseil des ministres – nécessaire par exemple, en cas de sanctions. Elle est à 2 voix des votes à « *majorité qualifiée* », 13 voix nationales suffisant à faire tomber tout projet de décision. Ces deux voix manquantes, la Chine les a peut-être dès maintenant, y compris celle de la Grèce.

Cela dit, pour l'avenir, tout n'est pas forcément gagné d'avance pour la Chine. D'abord, ses paiements sont faibles— 2,7% de l'investissement mondial chinois en 2016, et 10% des 65 milliards déversés sur l'Europe de l'Ouest. D'autre part, 10 pays de ce groupe des 16, les plus pauvres, ne reçoivent pratiquement rien des largesses chinoises, et leur fidélité sera donc aléatoire. D'autant qu'une part inquantifiable des fonds promis tardent à se débloquer. En outre, ces prêts peuvent s'avérer ruineux pour les Etats bénéficiaires, en éreintant leurs budgets par des taux d'intérêts élevés.

En face, les investissements occidentaux (européens et américains) dans ces régions se sont avérés bien plus élevés, à 25 milliards de \$ pour la seule année 2016.

Dernier détail qui peut faire réfléchir : le pays des « 16+1 » le plus résolument pro-chinois et confrontationnel envers l'Union européenne est **la Hongrie**. Or celle-ci a subi en 2016 un désinvestissement net de 5 milliards de \$. Quelles que soient les causes de ce recul des crédits étrangers, le résultat est là : développer des liens avec la Chine, est acceptable, mais couper ceux avec l'Europe, est contre-productif.

Corées : Le drapeau rouge brûle



Le 28 novembre, après 74 jours de calme, la **Corée du Nord** a lancé un nouveau missile sur la mer du Japon: le **Hwasong-15** s'est élevé à 4475m d'altitude, ce qui aurait permis une trajectoire de 13.000 km, assez pour frapper tout point des USA. Les experts du Pentagone estime que ces paramètres de tir ont été choisis pour « *dissuader les USA de pratiquer toute rétorsion* » - au risque de recevoir une vraie bombe atomique ! En apparence, cela marche : **D. Trump**, pour l'instant, bougonne que son pays « *va s'en occuper* », et prie **Xi Jinping** de « *dénucléariser* » la péninsule,

de couper ses livraisons de pétrole à Pyongyang – ce que Pékin refuse de faire. La Chine s'est limitée à se déclarer « *gravement concernée* ». Elle peut l'être : [15 jours plus tôt, le leader Kim Jong-un refusait de recevoir un émissaire chinois](#). Entre ces « *pays frères* », le dialogue est sinon rompu, du moins tendu.

Les USA ne sont pas seuls à réclamer de la Chine des pressions sur son voisin. À Pékin le 24 novembre, le ministre français **J-Y. Le Drian** a confié à son homologue **Wang Yi** ses doutes sur la solution proposée par Pékin - que Pyongyang renonce à sa bombe, et Washington simultanément à ses manœuvres avec la Corée du Sud. Pour Le Drian, la seule chance d'enrayer la course à la bombe, serait de voir Pékin renforcer ses pressions sur le petit régime dictatorial. Or Wang Yi n'a pas semblé apprécier cette remise en question : « *si la France a une meilleure solution, rétorqua-t-il, qu'elle le dise* ». À l'évidence, la Chine espère une initiative du Président **Macron**, lors de sa visite mi-

janvier 2018.

En attendant, on assiste à un inquiétant hiatus entre une opinion mondiale désabusée (*d'avoir tant entendu crier « au loup »*), et les experts affirmant que la bombe nord-coréenne sera opérationnelle « *d'ici 1 à 2 ans* », avec risque dès lors de dérapage, de catastrophe mondiale.

En effet, sur les côtes japonaises, on vient de retrouver trois barques nord-coréennes contenant 10 cadavres de pêcheurs, et 3 survivants. Ils faisaient partie d'une flottille de fragiles embarcations, lancées par le gouvernement nordiste face aux puissantes marées d'hiver, avec la mission désespérée de « *rapporter de plus grandes pêches* ». Le fait est là : la Corée du Nord meurt de froid et de faim. Elle a tout misé sur sa bombe, avec l'apparent objectif de prendre le monde en otage : comment, aujourd'hui, espérer lui demander d'y renoncer, si près du but ?

Education : Tempête sur les maternelles



Le 22 novembre, un scandale éclata dans une **maternelle** pékinoise du groupe **RYB** (*Red Yellow Blue*). Plusieurs parents accusèrent le personnel d'avoir forcé leurs enfants de 3 ans à avaler des pilules « *étranges* », de leur avoir infligé des piqûres et même des sévices sexuels. La police arrêta alors l'institutrice, le directeur, ainsi que deux parents qu'elle accuse d'affabulation. Selon les autorités, les parents auraient menti quant aux médicaments et aux abus sexuels – les traces de piqûres elles, auraient été infligées par l'institutrice comme punition avec des épingles. Peu crédules face aux conclusions de la police, les internautes s'indignèrent. Et la censure qui entoure l'affaire ne fit qu'exacerber

une crise de confiance entre la population et les autorités.

Pour tout compliquer, de sources sino-US, l'actionnaire de 23% des parts de **RYB** (1300 garderies et 500 maternelles dans 300 villes, en bourse de New York depuis septembre) serait proche de **Meng Jianzhu**, ex-ministre de la Sécurité Publique, en retraite depuis octobre, un ancien bras droit de Zhou Yongkang. Etrange concomitance entre le départ de ce patron des polices du pays, et l'éclatement des accusations.

Toutefois, cette affaire braque le projecteur sur le développement hors contrôle de maternelles, en dehors de tout cadre légal. En effet, la **maltraitance** existe et est même fréquente dans ces maternelles. 15 jours plus tôt à Shanghai, l'une d'elle est surprise à punir les bambins en leur faisant avaler du wasabi, moutarde japonaise – deux éducateurs ont été arrêtés. Du coup, les municipalités multiplient les promesses d'inspections, de cameras et contrôles renforcés surtout (précise Pékin) dans les maternelles « *qui viennent d'ouvrir, ou bien celles pour migrants* ».

Ces écoles pour 3-6 ans, dont un tiers sont publiques, se sont multipliées après 2010, accueillant 44 millions d'enfants (77% de la tranche d'âge). Le reste va au **privé**, qui a surinvesti dans les murs au détriment du personnel éducatif. Malpayés, seulement 22% des 2,5 millions d'encadrants sont diplômés. Avec en moyenne un enseignant par classe de 20 enfants, ils sont dépassés et punissent pour faire face.

Une solution insolite est proposée par un institut d'**intelligence artificielle** de Guiyang (Guizhou) : un logiciel branché sur de multiples caméras dans les maternelles, doit détecter en direct les cas de maltraitance. La faiblesse de cette solution genre « *big brother pour tout-petits* », est d'ignorer le problème de fond : un déficit systémique en **formation** à la puériculture, et l'absence de loi d'encadrement du secteur, fixant cahier des charges et obligations des opérateurs. Justement, Tian Xuejun, vice-ministre de l'Education promet, en accéléré, un cadre légal pour les pouponnières du Céleste Empire. Mieux vaut tard que jamais!

Petit Peuple : Hangzhou–Les vies successives de Xu Zhongbao (2ème Partie)



[Résumé de la 1ère Partie : Propriétaire d'un institut de beauté, Xu Zhongbao, 34 ans, fut condamné en 2000 à six ans de prison suite à une bagarre avec l'un de ses employés. Désormais libéré et ayant tout perdu, Xu doit refaire sa vie, sans un sou en poche...](#)

À l'aube grise de septembre 2006, Xu Zhongbao se retrouva hors de la prison n°1 de Hangzhou (Zhejiang), trainant son baluchon, sans trop savoir où aller. Il portait les vêtements aujourd'hui démodés, qu'il avait sur lui quand on l'avait arrêté en mai 2000.

Son cousin Liu, originaire de la ville de Yueqing comme lui et qu'il n'avait pas vu depuis des lunes, accepta de l'héberger le temps de dépasser cette mauvaise passe, à condition qu'il se trouve rapidement du boulot. Les deux hommes passèrent donc de longues soirées, Xu relatant à Liu sa vie de prisonnier et les 1001 trucs et combines des repris de justice pour vivre et prospérer.

Là, cette confession fit jaillir un souvenir à l'esprit de Liu : le commissariat d'arrondissement recrutait ces temps-ci, indics et bons connaisseurs de l'univers du crime... Xu avait le profil parfait pour infiltrer les bandes mafieuses qui infestaient la capitale provinciale. Cela lui donnerait l'occasion de rendre service aux forces de l'ordre en nettoyant la ville de sa lie. Et cela lui permettrait aussi de retrouver un rôle dans la société, d'y retourner par la grande porte.

Lors de son entretien avec un lieutenant, Xu finit de le convaincre en lui citant plusieurs de ses contacts, chefs de bandes notoires. Maintenant que sa femme l'avait quitté, le laissant sans enfant, il n'avait plus rien à perdre. Le

lieutenant lui offrit alors de devenir un agent infiltré.

Le seul souci de Xu était son inexpérience dans ce métier d'agent double : au premier contact, ne risquait-il de *laisser sa langue fourcher* (shuō tuōluò le, 说脱落了), de se trahir et de se faire descendre ? « *Bien sûr que non* », répliqua le policier ! Six ans d'expérience carcérale étaient pour Xu sa meilleure garantie face aux gangsters, celle d'être des leurs. Et puis qu'il se rassure, on n'allait pas le « lâcher » dans cette jungle, sans préparation !

Ce qui fut dit, fut fait. Xu suivit une série de stages en close combat, en filature, en l'art de tirer les vers du nez... Une fois fin prêt, il fut lancé sur un tripot de banlieue qui cachait un bancal casino clandestin.

Parmi la dizaine de joueurs louches, il retrouva Canard, copain de geôle, estropié par une rixe. Libéré depuis 2004, Canard lui fit fête, lui paya un verre. Xu lui expliqua ses galères, l'impossible quête d'un boulot, les stigmates du passé de taulard : « *Je suis prêt à tout pour remonter la pente* », fit-il. « *Bon, on y pensera* », répondit Canard, sur ses gardes. Sur quoi Xu, en un sourire, lui tendit le portefeuille qu'il venait de lui faucher :

- *tiens, en attendant, garde ça... ça peut toujours servir !*

- *ça alors, salua l'autre, t'as pas perdu la main* - Xu venait évidemment de marquer un point !

Huit jours après, Canard le rappela pour lui présenter sa bande. Leur spécialité était la voiture électrique, qu'ils piquaient et écoulaient dans le pays, rééquipées de vraies-fausse plaques.

En trois semaines, le temps de détecter tous les membres du **gang**, Xu participa à plusieurs casses dans des garages privés ou bien en carjacking, en coinçant le véhicule et menaçant le chauffeur d'une arme. Trois jours après le dernier vol, le coup de filet fut lancé par la police : les 14 malfrats défilèrent menottés au journal télévisé, passeurs, mécaniciens,

fabricants de faux papiers, ainsi que Canard et Xu - ce dernier de dos, évitant tout gros plan sur son visage. Le reportage montrait aussi la trentaine de voitures récupérées, qui attendaient de retrouver leurs propriétaires légitimes.

Le soir-même, à l'insu des bandits qu'il venait de trahir, Xu célébrait avec ses collègues de la crime, émerveillés par son audace, sa capacité à éviter les erreurs lors du danger, et sa modestie lors du triomphe.

Ce qui ne l'empêcha pas, six mois plus tard en 2007, de se faire repérer par d'ex-acolytes qui lui « *firent sa fête* », à coups de couteaux et de matraques. Laissé pour mort dans un cul-de-basse-fosse, Xu souffrait de fractures aux jambes, aux bras et aux côtes. Mais comment payer tous ses soins à l'hôpital ? Xu n'avait aucune couverture sociale. Au commissariat, les collègues vidèrent leur caisse noire et firent trois collectes - mais on restait loin du compte, face aux mois de soins restant en suspens... Le commissaire eut alors l'idée salvatrice : il prévint la **TV** et le journal local, permettant ainsi de faire un battage sur le sort du héros inconnu. Bientôt, un certain « *Mr. Ni* », originaire de Yueqing comme Xu, versa les 10.000 yuans nécessaires pour remettre le policier en quelques mois sur pied.

De cet acte anonyme, Xu gardera toute son existence une profonde gratitude. Il poursuivit son service, continuant à suivre les gros coups : des semaines de patience, d'enquête de terrain, de travail d'embuscade, lui permirent d'infiltrer des bandes qui préparaient un braquage d'une banque ou d'une villa...

Après quelques années, le danger monta encore d'un cran : quand les gangsters coffrés par ses soins commencèrent à ressortir de prison, peine purgée. Tout ce que Hangzhou comptait de malfrats avaient juré de se venger de Xu... C'est alors que la police lui proposa une nouvelle vie.

Elle sera révélée au prochain numéro - suite, et fin !

Rendez-vous : Semaine du 4 au 10 décembre 2017

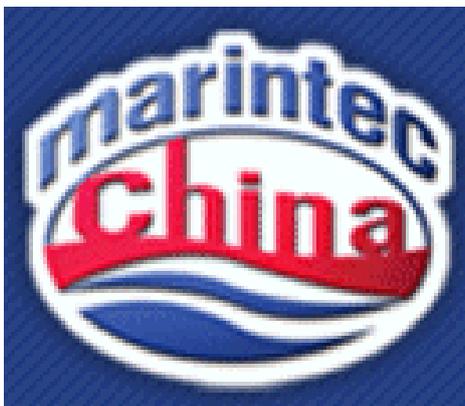


4-6 décembre, Shanghai : China Floor Expo, Salon international du revêtement du sol

4-6 décembre, Shanghai : EDME Expo, Salon international du matériel de décoration murale et des technologies

de collage

4-6 décembre, Shanghai : TIM Expo Shanghai, Salon international du matériel d'isolation thermique, des matériaux étanches et des technologies liées à l'économie d'énergie



5-8 décembre, Shanghai : MARINEC China, Salon international et conférence sur l'industrie maritime

automechanika
SHANGHAI

11-12 décembre, Shanghai : AUTOMECHANIKA Shanghai, Salon professionnel des pièces détachées et accessoires pour l'industrie automobile, équipements pour garages et stations-services.

Vent de la Chine : « Le sacre de Xi Jinping - et après ? », notre nouvelle étude politique



Réservez dès à présent notre nouvelle **étude politique "Le sacre de Xi Jinping - et après ?"** comprenant les portraits des **25 membres du Bureau Politique** et du **Comité Permanent** – des personnalités qui compteront pour l'avenir du pays jusqu'en 2022 !

La composition de cette **nouvelle équipe** sera analysée (*sensibilités politiques, non-désignation d'un héritier pour 2022, différences par rapport à celle du 18ème Congrès, sociologie des institutions...*) tout comme les **nouveaux organes** prévus pour 2018.

Disponible en **français ou anglais** – 500€ / 900€ (offre spéciale pour les deux versions) - 45 pages environ.

[Pour avoir un aperçu, retrouvez ici la synopsis de l'étude et le portrait de Li Zhanshu, bras droit de Xi Jinping.](#)

Contactez-nous
(levdlc@leventdelachine.com)

pour la réserver ou achetez-la dès à présent via Paypal en cliquant sur le lien ci-dessous (une version, française ou anglaise) :



Pour l'achetez dans les **deux langues** (français et anglais), veuillez cliquer sur le bouton ci-dessous :



NOW AVAILABLE

Book now our new **political study**, developing the portraits of each one of the **25 Politburo members** and **Standing Committee** – leading politicians who will call the shots until 2022!

Available in **French or English** – 500€ / 900€ (discounted price for both versions) - about 45 pages.

[Please find here the synopsis and an Li Zhanshu's profile, Xi Jinping's chief of staff.](#)

Contact us for more details: levdlc@leventdelachine.com or buy now **one version** (French or English) through Paypal (fees included) :

To buy now the **two versions** (French and English), please click on the Paypal link below (fees included) :

